

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Perquisition-a-la-Maison-de-Resistance-le-Reseau>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! > CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **Perquisition à la Maison de Résistance : le Réseau "Sortir du nucléaire" dépose plainte pour violation de domicile**

22 février 2018

Perquisition à la Maison de Résistance : le Réseau "Sortir du nucléaire" dépose plainte pour violation de domicile

Ce matin, suite à l'expulsion du Bois Lejus, des gendarmes sont entrés par la force dans la Maison de Résistance de Bure. Fracassant les portes et fenêtres, ils ont forcé avec brutalité les personnes qui s'y étaient réfugiées à sortir. Ils ont ensuite procédé à une perquisition des lieux, tout cela sans l'assentiment des habitants de la maison, sans décision du juge des libertés et de la détention et hors la présence des habitants, de représentants de ceux-ci ou de témoins.

Le Réseau "Sortir du nucléaire", co-proprétaire de cette maison avec l'association Bure Zone Libre, [porte donc plainte aujourd'hui pour violation de domicile](#). Cette plainte sera suivie d'autres actions en justice sous peu. Alors que Sébastien Lecornu n'a que le mot d' « État de droit » à la bouche, les forces de l'ordre se sont permis, lors de cette opération, de piétiner allègrement les droits les plus élémentaires.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce vigoureusement ce coup de force indigne d'une démocratie ainsi que l'opération de communication qui l'accompagne, destinée à criminaliser les opposant.e.s pour faire oublier les failles du projet Cigéo. Dans la novlangue gouvernementale, la « concertation » semble être devenue le terme désignant le rouleau compresseur de la répression !

Loin d'écraser la contestation, ces procédés inacceptables ne font que renforcer la détermination des opposant.e.s. Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à rejoindre les 73 rassemblements de solidarité qui sont prévus à 18h partout en France et à l'étranger.

Contacts presse :

Marie Frachisse (juriste) - 07 62 58 01 23

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23